

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-six juin, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
26 juin 2023

Date de convocation : 20 juin 2023

Mise en ligne le : 20 juin 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 44 délibérations n°66-23 à 85-23 puis délibérations n°110-23 à 128-23, 45 délibérations n°86-23 à 109-23.

Nombre de votants : 54 délibérations n°66-23 à 85-23, 56 délibérations n°86-23 à 128-23,

Nombre d'absents : 6 délibérations n°66-23 à 85-23, 4 délibérations n°86-23 à 128-23.

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23) - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Georges MICHEL **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Jérôme BOULETIN à Jacqueline BOUYAC (à partir de la délibération n°86-23)- Alain BELHOMME à Véronique MENCARELLI - Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI - Bernard BOSSAN à Jean-Pierre CAVIN - Joël BOTREAU à Serge ANDRIEU - Jean-Marc ISSARTIER à Bertrand de LA CHESNAIS - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON- Joséphine AUDRIN à Louis BONNET- Bruno GANDON à Gérard BORGIO - Patrice FLAGEAT à Audrey FRANQUET - Laurence BOSSERAI à Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°110-23)

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Caroline BALAS - Pauline DREANO - Michel MEFFRE- Jacqueline BOUYAC (jusqu'à la délibération n°85-23) - Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°85-23).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Frédéric TENON.

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°125-23

Objet : Rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Conseil communautaire du 26 juin 2023

Délibération n°125-23

Objet : Rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Le conseil communautaire,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L351-1 à L351-15,

Vu le code du travail, notamment ses articles L323-2, L323-5 et L5212-13,

Vu le rapport relatif à l'emploi des travailleurs handicapés et assimilés pour l'année 2022,

Vu l'avis du comité technique de la CoVe du 15 juin 2023,

Entendu le rapport du vice-président délégué au personnel,

Après en avoir débattu,

Décide

Article unique : DE PRENDRE ACTE de la présentation du rapport annuel 2022 sur l'emploi de travailleurs handicapés, mutilés de guerre ou assimilés dans l'établissement public.

le secrétaire de séance,

Frédéric Tenon



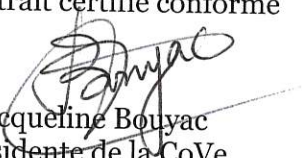
la Présidente,

Jacqueline Bouyac



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Rapport annuel sur l'obligation d'emploi handicapés et assimilés

Le rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés est présenté à l'assemblée délibérante chaque année.

En effet, l'effectif des collectivités et établissements publics, qui emploient 20 équivalents temps plein ou plus, doit comporter au moins 6% d'agents reconnus travailleurs handicapés et assimilés au sens du code du travail. Dans le cas contraire, les employeurs sont soumis au paiement d'une contribution annuelle au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). L'obligation légale est alors réputée respectée.

1) La liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (articles L5212-2 et suivants du code du travail)

- Les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH (Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées) ou titulaires d'une carte d'invalidité ;
- Les titulaires d'une pension d'invalidité dont la capacité de travail ou de gain est réduite d'au moins deux tiers, ainsi que les titulaires d'une pension militaire d'invalidité ;
- Les agents affectés sur des emplois réservés (par exemple : victimes d'un acte terroriste, sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service) ;
- Dans certains cas très précis et limitatifs : les conjoints, partenaires de PACS, concubins et enfants des bénéficiaires d'emplois réservés cités ci-dessus ;
- Les bénéficiaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- Les agents reclassés selon les dispositions des articles L826-3 et suivants du code de la fonction publique ainsi que ceux ayant bénéficié d'un changement d'affectation.

2) Le taux d'emploi

Le taux est calculé au 31 décembre de l'année N-1.

Une valorisation spécifique des bénéficiaires rencontrant des difficultés de maintien en emploi a été créée en 2020. Les nouveaux bénéficiaires de 50 ans et plus seront affectés d'un coefficient de valorisation de 1,5 pour la première année de déclaration.

Le taux d'emploi direct est déterminé sur la base des effectifs (tous types d'emplois confondus) présents au 31 décembre de l'année écoulée, convertis en équivalents temps plein (en revanche, un bénéficiaire de la loi vaut une unité). Il est calculé de la façon suivante :

$$(\text{Nombre de bénéficiaires de la loi} / \text{Effectif total}) \times 100$$

Le nombre initial d'unités manquantes correspond au nombre de bénéficiaires de la loi manquant au sein de l'effectif. Il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Nombre légal de bénéficiaires de la loi} - \text{Nombre de bénéficiaires rémunérés}$$

Ce nombre peut être réduit par la conversion de certaines dépenses déductibles, dans la limite de 50% de l'obligation d'emploi. Ces dépenses concernent :

- la sous-traitance : les contrats passés avec les entreprises adaptées (EA) et les établissements ou services d'aide par le travail (Esat) peuvent permettre de remplir l'obligation d'emploi dans la limite de 50% ;
- les dépenses d'insertion professionnelle, dans la limite de 10% de l'obligation d'emploi : aménagement de postes de travail, mise en place de transports adaptés...
- les dépenses pour accueillir un agent lourdement handicapé, dès lors qu'elles dépassent un certain plafond ;
- les dépenses affectées au maintien dans l'emploi d'agents reconnus inaptes mais n'appartenant pas à l'une des catégories de bénéficiaires de la loi.

La conversion du montant des dépenses en unités déductibles s'effectue de la manière suivante :

Montant des dépenses déductibles de l'année écoulée / Montant du traitement annuel brut minimum de la fonction publique au 31 décembre de l'année écoulée

Le taux d'emploi légal est enfin calculé de la façon suivante :

(Nombre de bénéficiaires de la loi + Nombre d'unités déductibles) / Effectif total X 100

3) La contribution

Si le taux d'emploi légal est inférieur au taux requis, la collectivité est soumise au paiement d'une contribution annuelle au FIPHFP, déterminée selon le nombre d'unités manquantes (arrondie à l'unité inférieure) et selon l'effectif de la collectivité employeur.

4) Le taux d'emploi légal de la CoVe

Année de versement de la contribution	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de travailleurs bénéficiant d'une reconnaissance de travailleur handicapé par la COTOREP ou la CDAPH	13	15	16	16	16
Bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)	3	4	2	2	1
Agents reclassés ou ayant bénéficié d'un changement d'affectation	5	5	4	4	3
Total des bénéficiaires de la loi	21	24	22	22	20
Nombre d'agents nécessaire à l'atteinte du taux légal	22	22	22	22	23
Unités manquantes	1	0	0	0	2,5
Unités déductibles	0,10	0,34	0,00	0,00	0,00

Taux d'emploi légal à la CoVe	5,64 %	6.42%	5,77%	5,70%	5,14%
Contribution au FIPHFP	4463,46 €	0€	0 €	0€	11 309,48€

La Cove est donc soumise au versement de la contribution car il y a 2,5 unités manquantes.

De nombreux facteurs de variation sont intervenus en 2022 :

- des agents bénéficiaires de la loi sont sortis de l'effectif (retraite, mutation,...) ;
- de façon structurelle, la CoVe compte un grand nombre d'emplois (services techniques, crèches) peu compatibles avec les handicaps les plus courants (problèmes de dos, genoux, épaules...) et pour lesquels un aménagement de poste, un changement d'affectation ou un reclassement sont difficiles à mettre en œuvre ;
- les bénéficiaires de la loi ne sont pas nécessairement connus, les agents bénéficiant d'une reconnaissance par la CDAPH, par exemple, n'ayant aucune obligation de se déclarer et étant souvent réticents à le faire, même lorsqu'ils sont en poste.

La démarche d'information des agents, initiée il y a quelques années, est maintenue. Ainsi, les courriers de recrutement produits par la direction des ressources humaines invitent systématiquement les agents à transmettre, le cas échéant, le document attestant de leur situation, en précisant bien sûr qu'ils sont libres de cette communication. Il convient d'observer que les candidats au recrutement, de façon générale, ne signalent pas qu'ils sont bénéficiaires de la loi. Il est donc difficile d'avancer sur cette base.

Il est à noter que l'assistant social du personnel de l'établissement accompagne les agents qui le souhaitent pour la constitution du dossier de demande de reconnaissance de travailleur handicapé ; il les invite ensuite à transmettre le document de reconnaissance au service des ressources humaines.

La préoccupation du maintien dans l'emploi reste la plus sensible pour les employeurs publics, confrontés à la nécessité de trouver des solutions de reclassement pour des agents devenus inaptes à leur poste ou à leurs fonctions. La CoVe déploie un effort particulier dans ce domaine, en mobilisant les outils de la gestion de l'emploi et des compétences.